

ABSTRACT / RÉSUMÉS

Compelling Compromise:

Canada chooses Conciliation over Arbitration 1900-1908

Jeremy Webber

THIS PAPER EXAMINES the origins of Canada's labour policy during the first years of this century. It explains why the Canadian government rejected arbitration as the chief means of settling labour disputes, adopting conciliation instead. This choice lies at the foundation of Canadian labour law: governments since that time have sought to dampen industrial conflict by pushing the parties to compromise; they have generally balked at imposing specific terms of employment.

The argument proceeds in three stages. It first reviews the formation of Canadian labour policy during the years 1900 to 1907. It then identifies the specific reasons for the government's rejection of arbitration. Finally, it suggests structural characteristics of the Canadian political economy which favoured the choice of conciliation over arbitration.

CETTE ÉTUDE RETRACE les origines de la législation du travail au Canada au cours des premières années de ce siècle. Elle explique pourquoi, en rejetant l'arbitrage comme procédure pour résoudre les conflits de travail, le gouvernement fédéral a d'abord axé cette législation sur la conciliation. Conformément à ce choix initial, les gouvernements subséquents ont cherché depuis à amortir le choc des disputes industrielles en poussant les parties d'un litige à compromettre; ils ont généralement évité d'imposer des conditions spécifiques de reprise de travail.

Notre raisonnement s'enchaîne en trois étapes. La première reconstitue le développement de la législation du travail de 1900 à 1907. Ce résumé est suivi d'une analyse des raisons particulières ayant incité le gouvernement à rejeter l'arbitrage. Il convient, pour finir, de souligner quelles caractéristiques structurelles

propres à l'économie politique canadienne ont favorisé le choix de la conciliation à celui de l'arbitrage.

A Fair or a Minimum Wage?

Women Workers, the State, and the Origins of Wage Regulation in Western Canada

Bob Russell

PATRIARCHAL DOMINATION is now, correctly, viewed as a major feature of social organization in pre-capitalist and non-capitalist societies. In capitalist market societies, it has been related to the operant division of labour, the separation of domestic from waged work and the implications that this has for both spheres of activity. Various theoretical approaches have been developed to account for structured gender inequality in the face of supposed labour market impartiality. By examining an explicit case of gender bias, the use of minimum wage laws to regulate the conditions of women workers, the paper offers an evaluation of these approaches, while at the same time bringing the state and relevant political issues back into the analysis of gender.

LA DOMINATION PATRIARCALE est couramment perçue, avec justesse, comme un trait saillant de l'organisation sociale des sociétés pré-capitalistes et non-capitalistes. Pour l'économie de marché des sociétés capitalistes, on l'associe aux effets de la division du travail, à la séparation du travail domestique et du travail salarié et à ses implications pour chacune de ses deux sphères d'activités. Différentes approches théoriques ont été avancées afin d'expliquer l'existence d'une telle inégalité structurée des rapports sociaux de sexe dans un marché de travail supposément impartial. Cette étude se tourne vers un cas concret de préjugé sexuel, celui de l'application des lois sur le salaire minimum, afin d'examiner ces approches théoriques tout en incorporant le rôle de l'Etat et les questions politiques pertinentes à l'analyse des rapports sociaux de sexe.

The Knights of Labor and the Salvation Army: Religion and Working-Class Culture in Ontario, 1882-1890

Lynne Marks

IN THE 1880S BOTH the Knights of Labor, and the Salvation Army, which in this period was an exclusively revivalistic movement, drew mass support from Ontario's working class. This paper looks at the nature of working class support for the two movements, noting that the Salvation Army was more likely to attract working class women and unskilled men, while the Knights were most popular among skilled men. The possibility of overlap in membership is also addressed.

In assessing the appeal of the two movements to working class Ontarians the relationship between working class religion and class consciousness is explored. Christianity was clearly important to many individual Knights, and fueled the Order's class conscious critique of nineteenth century society. The Salvation Army's otherworldly emphasis meant that it ignored contemporary social and economic issues; nonetheless the Army provided a distinctly working class religious alternative which was actively critical of the respectable mainstream churches. The popularity of both the Knights and the Army demonstrate the importance of class identity and religious belief within the late nineteenth century Ontario working class.

AU COURS DES ANNÉES 1880, l'Ordre des Chevaliers du Travail et l'Armée du Salut rallièrent un grand nombre d'adhérents parmi les travailleurs en Ontario. Cette étude examine la nature d'un tel appui ouvrier au sein des deux mouvements. Tandis que les Chevaliers formaient une association surtout populaire auprès des ouvriers spécialisés, le mouvement de l'Armée du Salut, alors destiné exclusivement au renouveau de la foi, était plus susceptible d'attirer les femmes ouvrières et les travailleurs non-qualifiés. Mais il faut également tenir compte de la possibilité d'un chevauchement entre ces deux groupes d'adhérents.

L'attrait de ces deux mouvements chez les travailleurs ontariens soulève la question du rapport existant entre la religion ouvrière et la conscience de classe. Manifestement important pour plusieurs Chevaliers individuels, le christianisme alimenta leur critique prolétarienne de la société du dix-neuvième siècle. En mettant l'accent sur le détachement temporel, l'Armée du Salut ignorait les questions sociales et économiques contemporaines; elle offrait cependant à la classe ouvrière une alternative religieuse fort critique des conventions et institutions religieuses traditionnelles. La popularité de ces deux mouvements illustre

toute l'importance de l'identité de classe et de la foi religieuse parmi les ouvriers et les ouvrières ontariens de la fin du dix-neuvième siècle.

Agnes Macphail and Canadian Working Women

Terry Crowley

WOMEN'S INVOLVEMENT IN broadening the activities of the Canadian state during the first half of the 20th century is examined in this study of the career of Agnes Macphail as it related to her efforts on behalf of working women. Noting her evolution from agrarian radical to social democrat, it stresses that Macphail's feminism stemmed from her beliefs in human rights, especially the need for greater equality of condition. As the first woman member of Parliament and of the Ontario legislature during 1921-51, Macphail's thought and activities were directed toward representing women's concerns, particularly those labouring on farms and in factories and offices, but they involved crucial personal decisions about motherhood as opposed to pursuing a career. Macphail helped to create the first universal federal social assistance program, contributed to the founding of the CCF, promoted union activity, and championed the first pay-equity legislation in Canada. She believed that integrationist politics offered the best route to assert women's influence on government.

L'APPORT DES FEMMES à l'expansion des activités étatiques canadiennes au cours de la première moitié du 20e siècle se manifeste chez Agnes Macphail par une carrière politique souvent dévouée à la cause des femmes au travail. Observant son cheminement du radicalisme agrarien à la social-démocratie, cette étude souligne comment le féminisme de Macphail découle de ses convictions sur les droits de la personne, surtout celle de la poursuite de l'égalité des conditions. La première femme à siéger au Parlement et à la Législature de l'Ontario, de 1921 à 1951, elle s'efforça de se faire le porte-parole des femmes oeuvrant à la ferme, en usine et au bureau, mais ses positions comportent plusieurs décisions personnelles cruciales quant à la maternité par rapport à la poursuite d'une carrière. Agnes Macphail participa au développement du premier programme universel d'aide social au Canada, contribua à la formation de la CCF, et se fit la promotrice de l'activité syndicale et la championne de la première loi sur l'équité salariale au Canada. Elle croyait que la politique intégrationniste constituait la meilleure façon pour les femmes d'exercer leur influence auprès du gouvernement.

Getting to Work:

The Challenge of the Women Back Into Stelco Campaign

Meg Luxton and June Corman

IN 1978-79, the *ad hoc* Women Back Into Stelco Committee launched a campaign to force Stelco management to end twenty years of sexist hiring practices. The campaign succeeded in winning public and legal recognition that Stelco had practiced discriminatory hiring and it forced Stelco to begin hiring women. This paper reviews the campaign and explores what happened when the women entered the formerly all-male workplace. It assesses the implications of such campaigns for the sex/gender division of labour the organization of work, and the politics of the women's movement and the labour movement.

EN 1978-79, l'administration de la Stelco fut la cible d'une campagne orchestrée par le comité ad hoc Women Back Into Stelco afin de mettre un terme à vingt années d'embauchage sexiste. La campagne fut couronnée de succès puisqu'elle rallia l'opinion publique et juridique contre la discrimination sexuelle pratiquée par la compagnie et obligea ses administrateurs à embaucher des femmes. Cet article offre un compte-rendu de la campagne et de la tournure des événements lorsque les premières femmes accédèrent à ce milieu de travail jusque là exclusivement masculin. Nous évaluons les répercussions de ce genre de mobilisation pour la division sexuelle du travail, pour l'organisation du travail, de même que pour les positions politiques des mouvements de la femme et de la classe ouvrière.